

Guatemala : Violations des droits syndicaux au registre foncier général (27.04.12)

27 avril 2012 : Avec l'arrivée du nouveau gouvernement de Pérez Molina, Madame Anabella de León a pris la direction du registre foncier général. Cela a généré un terrible retour en arrière des conditions de travail car elle applique une politique répressive à l'encontre des travailleurs et travailleuses.

Elle a modifié les conditions de travail et a procédé à des licenciements sélectifs qui enfreignent les droits humains ainsi que les droits du travail énoncés dans la convention collective sur les conditions de travail, le Code du travail et les conventions de l'OIT, en particulier les conventions C87 et C98 relatives à la liberté syndicale et à la négociation collective.

D'après les informations reçues par la CSI, les relations professionnelles au sein du registre foncier général étaient normales, émaillées de quelques conflits qui se résolvaient par le dialogue. La situation a changé du tout au tout avec l'arrivée de Madame de León qui a entamé une campagne de persécution, menaces psychologiques et dénigrement des travailleurs/euses et du syndicat.

« Cette situation de violation des droits de l'homme au sein d'un organisme public est totalement inacceptable et nous prions instamment le nouveau président de faire le nécessaire pour que le Guatemala cesse d'être le pays de toutes les transgressions » ponctue Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

Dans une lettre envoyée aux autorités guatémaltèques, la CSI demande avec insistance au président Pérez Molina de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux constantes violations des droits humains, des droits du travail et des droits syndicaux et pour que la directrice de l'Enregistrement adopte une attitude respectueuse vis-à-vis de ses employés. Quant au ministre du travail, il lui est demandé d'engager un dialogue ouvert entre les parties afin de rétablir la paix sociale au sein du registre foncier général